

Caritas au forum du partenariat Afrique

4 mars 2009

Discours d'ouverture de la Secrétaire générale

Définir les principes, relever les défis: Caritas dans un monde en sortie de crise

Une crise dans un monde interconnecté

En sortant de Nairobi, si vous vous dirigez vers le nord-ouest en direction de Kisumu et que vous parcourez une soixantaine de kilomètres, vous arriverez dans un petit village agricole appelé Nyang'oma Kogelo. Il y a exactement six semaines, le fils d'un migrant kenyan originaire de ce village est devenu président du pays le plus puissant du monde.

Les racines kényanes de Barack Obama représentent un lien symbolique puissant entre ces deux continents, un lien qui nous rappelle très concrètement que nous sommes tous liés, que nous faisons tous partie de la même famille et que nous partageons les devoirs et les responsabilités que cela entraîne.

Obama a fait écho à cette vérité dans son discours d'investiture, quand il a déclaré:

“Aux habitants des pays pauvres, nous promettons de travailler à vos côtés pour faire en sorte que vos fermes prospèrent et que l'eau potable coule, de nourrir les corps affamés et les esprits voraces. Et à ces pays qui comme le nôtre bénéficient d'une relative abondance, nous disons que nous ne pouvons plus nous permettre d'être indifférents aux souffrances à l'extérieur de nos frontières.”

Maintenant que l'euphorie entourant son élection est retombée, nous attendons de voir si le Président Obama sera capable de tenir sa promesse, ou s'il consacra toute son énergie à piloter l'Amérique dans la crise économique.

Les liens familiaux qui unissent l'Amérique et l'Afrique symbolisent aussi l'interconnexion de notre monde. La circulation des personnes, de l'argent et de l'information sur toute la planète signifie que les événements qui arrivent dans un pays peuvent avoir des répercussions profondes sur des gens qui vivent à des milliers de kilomètres de là.

Ces 18 derniers mois, nous avons vu comment une crise qui a commencé dans un petit secteur du marché immobilier des États-Unis s'est transformée en une crise mondiale du

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

crédit, ébranlant l'ensemble du système. Il y a 18 mois, je n'avais aucune idée de ce qu'était une *subprime*. Cela aurait pu être un genre de beefsteak de mauvaise qualité ou, pourquoi pas, une forme de prière. Aujourd'hui, bien sûr, nous savons tous qu'il s'agit d'un type de prêt hypothécaire immobilier, un prêt accordé à une personne pauvre ayant peu de chances de pouvoir le rembourser un jour. Dans son discours d'investiture, Barack Obama a reconnu que la crise économique était "une conséquence de la cupidité et de l'irresponsabilité". Une cupidité et une irresponsabilité qui menacent aujourd'hui non seulement les États-Unis mais aussi le monde entier. Et les plus menacés seront, comme d'habitude, les plus pauvres et les plus vulnérables.

Bien entendu, l'explosion du chômage, l'effondrement des banques, la multiplication des faillites, la chute des exportations et le gonflement des déficits sont des problèmes graves. Cependant, notre système financier mondial est étroitement associé à des problèmes pressants de société et de justice qui ne pourront que s'aggraver si nos gouvernements et les institutions publiques et privées s'occupent exclusivement de l'économie.

Caritas Internationalis ne peut qu'être préoccupée par le fait que, en 2008, les États-Unis et l'Union européenne ont consacré **40 fois** plus d'argent au renflouement du secteur financier qu'à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre le changement climatique.

Depuis des années, nous menons campagne pour que les pays riches tiennent la promesse qu'ils ont faite il y a une quarantaine d'années, de consacrer 0,7% de leur revenu à l'aide au développement international. Seuls cinq pays ont atteint jusqu'ici cet objectif tandis que les États-Unis n'ont jamais fait mieux qu'un peu plus de 0,2%.

Il a donc été surprenant de voir que de colossales sommes d'argent ont été allouées au renflouement économique. Le plan de sauvetage financier d'Obama, d'un montant de 800 milliards de dollars des États-Unis, est quasiment équivalent au montant **total** de l'aide au développement fournie ces dix dernières années par 23 des pays les plus riches du monde.

Aussi, alors que les gouvernements, les institutions publiques et le secteur privé consacrent tous leurs moyens à des questions intérieures telles que la remise à flot des sociétés, des banques et des institutions financières, les grands problèmes mondiaux que nous sommes acharnés à placer au premier rang des préoccupations du public – **réduction de la pauvreté, changement climatique, sécurité alimentaire, migration, disponibilité de l'eau et pandémies telles que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose** – risquent de passer au deuxième plan.

La réduction de la pauvreté

La réalisation des Objectifs du Millénaire des Nations Unies pour le développement, qui visent à diminuer de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici à 2015, semble s'éloigner inéluctablement; en attendant, la crise économique mondiale menace de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis en termes de réduction

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

de la pauvreté. La Banque mondiale nous dit que des centaines de millions de personnes ont été libérées de la pauvreté extrême au cours des 25 dernières années. Mais le Programme alimentaire mondial des Nations Unies annonce par ailleurs que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde va augmenter de 130 millions cette année, pour atteindre le chiffre de 980 millions. Pour sa part, l'Organisation internationale du travail prédit que les disparités entre les revenus au niveau mondial vont être exacerbées par la crise financière, par ce que les envois de fonds des travailleurs migrants sont en recul.

Dans le monde développé, les organisations membres de CI telles que Catholic Charities USA, Caritas Espagne et Caritas Allemagne vont probablement constater une augmentation du nombre des citoyens pauvres fréquentant leurs soupes populaires et leurs centres d'accueil. Rien qu'aux mois de décembre et janvier, plus d'un million de travailleurs ont été licenciés aux Etats-Unis.

La crise économique actuelle a fait apparaître combien il était important pour nos gouvernements de regarder au-delà de leurs propres intérêts nationaux. Les pays les plus riches ne peuvent pas prétexter des finances plus serrées pour ignorer leurs promesses d'aide aux plus pauvres de la planète. Les gouvernements ont tendance à passer rapidement à un mode protectionniste, dont le danger est que les personnes les moins responsables de la crise sont les plus durement touchées.

Les progrès réalisés en Afrique, tout particulièrement, pourraient être remis en cause. Notre aide au développement doit être ciblée sur la croissance économique à long terme, la bonne gouvernance et le développement humain, ainsi que sur la résolution immédiate des crises et des conflits. Mais ce dont l'Afrique a besoin par-dessus tout est une révolution verte, transformant tous les aspects de l'agriculture pour instaurer la sécurité alimentaire.

Nous savons que le monde devra doubler sa production de produits alimentaires au cours des 40 prochaines années pour rester à niveau avec la croissance démographique annoncée. Notre capacité de couvrir ces futurs besoins alimentaires est compromise par la diminution des ressources en eau, le changement climatique et l'augmentation des coûts des carburants et du transport. En Afrique, la croissance du secteur agricole est vitale à la fois pour la sécurité alimentaire et la croissance économique. Le démarrage attendu de la croissance du secteur agricole est aujourd'hui sapé par la crise financière et la récession économique qui entraîneront un recul des revenus et de l'emploi. Nous, les organisations Caritas, devons trouver de nouvelles solutions pour répondre aux besoins de ceux qui n'ont pas accès à des produits alimentaires abordables et à une nutrition adéquate.

Nourrir ceux qui ont faim est un aspect fondamental de la mission et des valeurs de Caritas. Il nous faut recentrer nos ressources pour l'Afrique, en contribuant à la mise sur pied d'une nouvelle architecture de la production et de la distribution des produits alimentaires et en intégrant les petits agriculteurs dans des systèmes de production et de distribution de plus grande ampleur. Par-dessus tout, nous devons reconnaître le rôle des femmes, qui

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

comptent pour la majorité des petits agriculteurs dans bon nombre de nos sociétés africaines et qui jouent un rôle central dans la mise en œuvre de ces solutions.

Le changement climatique

Le changement climatique à lui seul pourrait, dans un futur proche, être responsable de la migration et du déplacement permanents de quelque 250 millions de personnes. Les populations les plus exposées aux risques créés par le changement climatique sont les communautés urbaines pauvres vivant dans les villes côtières de basse altitude et les communautés rurales pauvres vivant dans les zones menacées par l'élévation des températures et l'avancée de la désertification. Même si les plans de réduction des émissions de CO2 sont mis en œuvre, un grand nombre de personnes pourraient quand même avoir besoin d'être déplacées. Il faudra que les gouvernements se résolvent à travailler avec les communautés locales, les ONG et les organisations de la base à la préparation de plans de secours, si l'on veut que les conséquences restent limitées.

Et c'est l'Afrique et les pays les plus pauvres du monde en développement, qui seront le plus durement frappés par le changement climatique. Il n'y a plus de temps à perdre. Lors de la Convention des Nations Unies organisée à Copenhague en décembre cette année, il est impératif de parvenir à un accord radical et efficace reposant sur la justice climatique et le principe du pollueur-payeur.

Les pays industriels développés doivent montrer la voie en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils doivent aussi financer le transfert des technologies et des connaissances nécessaires pour aider les autres pays du monde, qui ont le droit légitime de développer leur économie. Les pays pauvres seront aussi obligés, au cours de leur développement, de s'adapter aux changements climatiques inévitables qui sont déjà en cours.

Nous n'avons pas d'autre choix. Il nous faut briser notre dépendance à l'égard du pétrole et des combustibles fossiles et investir dans les technologies vertes. Cette démarche nous aidera à produire une énergie plus sûre et à promouvoir l'emploi et la croissance économique.

La migration

La crise financière devrait avoir des répercussions dramatiques sur la vie des travailleurs migrants qui seront les premiers à perdre leur travail. Au cours des deux premiers mois de cette année, 20 millions de travailleurs migrants chinois ont été licenciés. On va sans doute assister à une intensification de la circulation des personnes dans les deux sens par ce que, d'un côté, les immigrés vont rentrer chez eux après avoir perdu leur emploi à l'étranger tandis que, de l'autre, les travailleurs licenciés dans leur propre pays vont s'expatrier en quête de travail. Il est probable que les migrants vont se heurter à des conditions de plus en plus difficiles, avec une émigration dangereuse et illicite, moins de possibilités d'emplois et une discrimination exacerbée.

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

Bien que nous sachions que la migration est le plus souvent volontaire, la migration ou le déplacement forcé est peut-être l'une des principales menaces pesant sur les communautés les plus pauvres dans les pays où Caritas est présente.

Sur les quelque 160 millions de personnes déplacées de force dans le monde, trois cinquièmes environ, soit 96 millions, ont été contraintes d'abandonner leur habitation en raison de projets de construction de barrages, de routes, d'usines ou de mines ou d'aménagement de réserves naturelles. D'une manière générale, ces types de déplacement sont prévisibles, même s'il n'est pas toujours possible de les empêcher. Les autres personnes déplacées de force sont les victimes des conflits et des catastrophes naturelles, qui – du moins dans les pays en développement – reçoivent très peu d'aide en dehors des secours d'urgence.

Il est aussi important de savoir, pour nous les membres de la communauté mondiale de Caritas, que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, plus de la moitié de la population mondiale vit en ville. Et d'ici à 2050, cette proportion pourrait passer aux deux tiers de la population mondiale. À l'heure actuelle, un tiers environ de la population urbaine vit dans des conditions de pauvreté extrême.

Les pandémies

Les hauts responsables en charge de la santé publique, en particulier aux Nations Unies, ont exhorté les gouvernements à ne pas réduire les budgets consacrés à la santé au nom de la crise financière. La Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé, Margaret Chan, a poussé un cri d'alarme en rappelant de dangereux précédents historiques et en soulignant que nous devons tirer des enseignements du passé. Les épidémies de paludisme, par exemple, ont augmenté en fréquence et en gravité pendant la crise financière asiatique de 1997-1998, quand la recherche opérationnelle et la dotation en personnel du secteur de la santé publique ont fait partie des premières lignes budgétaires révisées à la baisse.

Il est probable que l'épidémie de choléra au Zimbabwe ne soit que la première des nombreuses grandes épidémies qui risquent d'éclater dans le sillage de la crise économique actuelle. On craint aussi que la réduction des financements des donateurs privés et publics ne se traduise par une recrudescence du VIH/sida dans les régions les plus exposées d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. La lutte contre les autres grandes épidémies pourrait aussi pâtir de la crise dans la mesure où le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme aura besoin de davantage de contributions en 2009.

L'eau

En ce qui concerne l'eau, le monde vit dans une "bulle" – c'est-à-dire une situation instable et fragile. L'eau est utilisée d'une manière non durable. Les nappes phréatiques s'épuisent; les fleuves s'assèchent avant même d'atteindre la mer. La bulle commence déjà à éclater en de nombreux endroits, ici en Afrique, mais aussi en Chine, au Moyen-Orient et dans

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

certaines régions des États-Unis. Des millions de personnes meurent faute d'eau potable et de systèmes d'assainissement adéquats tandis que la production alimentaire est compromise. Il n'y a pas assez d'eau pour faire tout ce que nous voulons.

Les gens, les communautés et les activités économiques, sans exception, utilisent l'eau. Les pays déficitaires en eau commencent à chercher des terres ailleurs pour faire pousser des cultures vivrières – par exemple l'Arabie Saoudite en Asie du Sud et du Centre, la Chine au Mozambique et l'Égypte au Kenya. Nous devons faire comprendre à tous que pour préserver nos ressources en eau partout et pour protéger les populations les plus pauvres qui n'ont pas accès à l'eau potable, nous aurons besoin de décisions politiques fermes sur l'énergie, le climat et la production alimentaire. Il n'est pas imaginable de rester les bras croisés. Les bulles éclatent et nous courons le risque de déboucher sur une instabilité politique de grande ampleur.

L'impératif humanitaire

Les risques de catastrophes naturelles provoquant d'immenses souffrances humaines sont importants et vont croissant, ce qui s'explique par la concentration grandissante de populations pauvres dans les zones fortement exposées aux risques naturels – tremblements de terre, inondations, cyclones, sécheresses – et par le changement climatique. Au cours des 25 dernières années, les catastrophes naturelles imputables au climat ont compté pour 90% des catastrophes naturelles, 75% de tous les dégâts économiques et 72% des morts.

Notre action humanitaire va prendre de plus en plus de place tout en devenant plus complexe. Il est possible qu'elle comporte des défis d'une ampleur sans précédent si le changement climatique déclenche une migration à grande échelle, à la fois transfrontalière et à l'intérieur des pays. Pour l'heure, la Fédération internationale de la Croix-Rouge estime que le nombre de réfugiés climatiques s'échelonne de 25 à 50 millions. Et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prédit qu'il pourrait y en avoir 150 millions d'ici à 2020.

C'est un problème qui revêt une importance déterminante pour Caritas.

Les conflits et la cohésion sociale

La crise financière mondiale menace aussi la cohésion sociale dans beaucoup de pays pauvres vulnérables. Tandis que les plus pauvres sont repoussés aux marges de la société, la stabilité est compromise, faisant le lit des conflits. Forts de l'expérience et du travail de longue haleine de Caritas en matière de rétablissement de la paix, nous savons qu'il reste

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

encore fort à faire dans ce domaine. Les réactions de la communauté internationale face aux conflits en Afrique, notamment au Darfour, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Zimbabwe, mais aussi au Moyen-Orient, au Sri Lanka et en Colombie, ont été inadéquates – au demeurant, scandaleusement inadéquates. Les structures actuelles de nos institutions internationales semblent les rendre incapables de relever ce type de défis.

La visite du pape en Afrique

Le pape Benoît XVI effectuera son premier voyage en Afrique, en tant que souverain pontife, cette année. Il se rendra au Cameroun et en Angola. Il assistera à la Conférence épiscopale africaine au Cameroun pour préparer le Synode des évêques africains qui se déroulera à Rome en octobre, et il se rendra en Angola pour célébrer le 500^{ème} anniversaire de l'évangélisation du pays. Il s'agira de la première visite papale en Afrique subsaharienne depuis 1998, année pendant laquelle le pape Jean-Paul II s'était rendu au Nigeria.

Le Synode des évêques sera le deuxième pour l'Afrique et son thème sera "L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix".

Au Catholic Social Ministry Gathering, à Washington le mois dernier, John Baptist Odama, archevêque de Gulu en Ouganda, a déclaré que l'assemblée du Synode allait se dérouler alors que l'Afrique en général et l'Ouganda en particulier, avaient un besoin désespéré de réconciliation, luttait pour la justice et espéraient ardemment la paix. Le développement est la voie vers la paix, a-t-il ajouté. Tant que les Africains pauvres ne sentiront pas qu'ils ont une chance de vivre dans la dignité promise par le Christ, le continent africain sera dans l'incapacité de connaître une stabilité politique durable ou de surmonter les effets dévastateurs de la pauvreté.

Sur tout le continent, les populations doivent faire face à des conditions de vie en perpétuelle dégradation, des services sociaux médiocres, une incidence croissante du VIH et du sida, des violations des droits de l'homme et des luttes armées qui sont "attisées par les trafiquants d'armes", a expliqué l'archevêque.

Ces difficultés subsistent, a-t-il ajouté, malgré le regain d'intérêt de la communauté internationale et l'augmentation significative de l'aide étrangère. Une grande partie de l'aide affectée à l'Afrique n'a eu qu'un impact tangible limité et n'est pas parvenue jusqu'aux gens qui en avaient le plus besoin.

Les évêques africains devront se pencher sur une série complexe de défis quand ils se réuniront en octobre au Vatican. Au premier rang d'entre eux, figure le rôle de l'Eglise dans le rétablissement de la paix au cœur de violences indicibles. Alors que les évêques préparent leur Synode, nous devons nous demander comment Caritas peut les soutenir dans leur action vitale de réconciliation et comment nous pouvons contribuer à faire en sorte que l'aide soit acheminée efficacement en Afrique au bénéfice des plus pauvres.

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

Les gouvernants et les valeurs

Les bouleversements financiers qui agitent actuellement notre monde sont le résultat d'une crise des gouvernants. Mais il ne s'agit pas seulement d'une défaillance du système économique. C'est une défaillance des systèmes de valeurs – des valeurs telles que la transparence, l'intégrité et le bien commun. Nous sommes confrontés à une crise fondée sur l'exclusion, l'injustice et l'inégalité. Soixante pour cent de la population mondiale vit encore avec seulement 6% des revenus mondiaux, tandis que des communautés entières sont exploitées et oubliées. Dans un monde aussi profondément scindé entre riches et pauvres, Nord et Sud, religieux et laïcs, nous et eux, nous avons plus que jamais besoin de valeurs communes et d'une éthique globale qui nous unissent en tant que communauté humaine.

Nous avons de plus en plus besoin de gouvernants capables d'intégrer les valeurs et le respect de la dignité humaine, des droits de l'homme et de l'environnement dans les décisions qu'ils prennent. Et il faut que chacun d'entre nous ait les moyens d'obliger les gouvernements à rendre compte de leurs résultats. Cette obligation sera profitable pour le gouvernement et pour le monde des affaires et elle sera aussi un puissant moteur de la réalisation du bien commun pour tous.

En tant qu'agents de Caritas nous sommes aussi des agents de la religion ... et la racine du mot religion signifie "relier" – combler les fossés entre les peuples, réintégrer les marginalisés, remettre les hommes et les femmes au service de nos sociétés, guérir nos communautés. Nous participons à la création du futur en approfondissant notre connaissance collective de ce qui veut émerger dans notre monde.

Dans un monde qui semble rétrécir, où nous, les habitants, sommes de plus en plus interconnectés, nous partageons tous l'impératif moral de développer le potentiel qui est le nôtre en tant qu'êtres humains. Nous partageons l'obligation morale mondiale de développer la promesse et le potentiel de chacun, avec une option préférentielle pour les plus pauvres, en promouvant nos valeurs essentielles d'amour, d'inclusion, de justice et d'égalité.

Par-dessus tout, Caritas a un rôle clé à jouer dans le relèvement de ces nouveaux défis, avec une énergie renouvelée et un engagement envers l'amour de Dieu pour toute l'humanité, comme un signe et le sacrement de "l'unité de tout le genre humain" (Lumen Gentium 1).

Compte tenu de l'ampleur de certains des problèmes que je viens d'évoquer, il est excusable de se demander si nous, Caritas, pouvons véritablement faire changer le cours des choses. Aussi, puisque nous nous préparons à examiner ces problèmes pendant cet important forum, ici, dans le pays ancestral de M. Obama, il me paraît tout à fait indiqué de lui emprunter cette expression: "YES WE CAN." (OUI, NOUS POUVONS)

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale/Nairobi
4 mars 2009